

# « Sain que le Parlement s'en saisisse »

L'installation d'une commission d'enquête parlementaire n'a pas fait directement l'unanimité au sein du Gouvernement wallon. L'argument de ne pas entraver et/ou se superposer à l'enquête judiciaire était régulièrement avancé. In fine, une commission d'enquête sera donc bien mise en place, ce qui sera seulement la troisième du genre en Wallonie (après celle sur la gestion des déchets et celle sur l'affaire Publifin, NdlR).

Pour de nombreux députés, on ne pouvait pas passer à côté. C'est notamment le cas de la libérale liégeoise Diana Nikolic, qui a ouvertement plaidé pour. « Il est sain que le Parlement de Wallonie se saisisse de ça car trop de questions se posent encore sur la prévention, l'anticipation et les gestions des outils et des infrastructures. » Celle qui est également cheffe de groupe MR à Liège-Ville souligne aussi que les députés « sont là pour faire la lumière et faire des recommandations de choses à mettre en place pour que ça ne se reproduise plus, pas pour juger. » Habitant à deux pas des quartiers touchés d'Angleur et de Chênée, impliquée dans la

fourmilière de bénévoles qui ont préparé 160.000 repas (!) à Liège-Atlas, Diana Nikolic - qui se déclare par ailleurs candidate à intégrer la commission d'enquête - estime que le grand public aura tout à gagner, « puisque les travaux sont quasiment tous publics ». « Seul un huis-clos pour ne pas nuire à l'instruction judiciaire pourrait être décrété »

L'intéressée plaide d'ailleurs pour que la commission soit essentiellement composée de députés qui ont été directement confrontés aux inondations.

**G.G.**



**Diana Nikolic.** © Photo News